

Pau, le 05 mars 2024

ARRÊTÉ N°AT-2024-0359

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu les articles L. 2212-1, 2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux pouvoirs de police du maire ;

Vu le Code de la Santé Publique, notamment l'article L.3334-2 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 64-2020-05-13-003 du 13 mai 2020 réglementant la vente de boissons alcooliques et celle de tabac manufacturé dans le département des Pyrénées Atlantiques et relatif notamment aux zones protégées ;

Vu la demande en date du 10 février 2024 par laquelle l'association « Pétanque des Allées », domiciliée 1 rue Rolland Garros à Pau (64000), représentée par Monsieur JIMENEZ Antonio, son président sollicite l'autorisation d'ouvrir un débit temporaire de boissons à consommer sur place de 3^{ème} catégorie à l'occasion de la manifestation nommée « Qualification Individuel Sénior Masculin et Doublette Sénior Féminin » ;

Considérant qu'il convient de délivrer un arrêté pour autoriser l'ouverture du débit de boissons ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – L'association « Pétanque des Allées » est autorisée à ouvrir un débit temporaire de boissons à consommer sur place de 3^{ème} catégorie, au rond-point des allées de Morlaàs à l'occasion de la manifestation nommée « Qualification Individuel Sénior Masculin et Doublette Sénior Féminin ».

Ce débit de boissons est tenu sous la responsabilité de Monsieur JIMENEZ Antonio, les jours suivants :

- Le **Samedi 13 Avril 2024 de 09h00 à 22h00**
- Le **Dimanche 14 Avril 2024 de 09h00 à 22h00**

La distribution d'alcool, à titre gratuit ou onéreux, doit cesser chaque jour 30 minutes avant la fin de la manifestation.

Il est interdit de distribuer de l'alcool, à titre gratuit ou onéreux, aux mineurs de moins de 18 ans. (Article L. 3342-1 du CSP)

Le non-respect de cette interdiction est pénalement sanctionné. (Article L. 3353-3 du CSP).

ARTICLE 2 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa notification au pétitionnaire.

ARTICLE 4 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire.